



Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales

ISSN : 2789-9578



N°3, Décembre 2022

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales
Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (INRSSH)

ISSN : 2789-9578

Contact

E-mail : revue.boluki@gmail.com

Tél : (+242) 06 498 85 18 / 06 639 78 24

BP : 14955, Brazzaville, Congo

Directeur de publication

OBA Dominique, Maître de Conférences (Relations internationales), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

GHIMBI Nicaise Léandre Mesmin, Maitre-Assistant (Psychologie clinique), Université Marien Ngouabi (Congo)

GOMAT Hugues-Yvan, Maitre-Assistant (Écologie Végétale), Université Marien Ngouabi (Congo)

GOMA-THETHE BOSSO Roval Caprice, Maitre-Assistant (Histoire et civilisations africaines), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maitre-Assistant (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

VOUNOU Martin Pariss, Maitre-Assistant (Relations internationales), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique

AKANOKABIA Akanis Maxime, Maître de Conférences (Philosophie), Université Marien NGOUABI (Congo)

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

DIANZINGA Scholastique, Professeur Titulaire (Histoire sociale et contemporaine), Université Marien Ngouabi (Congo)

DITENGO Clémence, Maître de Conférences (Géographie humaine et économique), Université Marien NGOUABI (Congo)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

EYELANGOLI OKANDZE Rufin, Maître de Conférences (Analyse Complexe), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

MABONZO Vital Delmas, Maître de Conférences (Modélisation mathématique), Université Marien NGOUABI (Congo)

MOUNDZA Patrice, Maître de Conférences (Géographie humain et économique), Université Marien NGOUABI (Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDINGA Mathias Marie Adrien, Professeur Titulaire (Economie du travail et des ressources humaines), Université Marien Ngouabi (Congo)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie Jules Verne (France)

SAH Zéphirin, Maître de Conférences (Histoire et civilisation africaines), Université Marien NGOUABI (Congo)

SAMBA Gaston, Maître de Conférences (Géographie physique : climatologie), Université Marien NGOUABI (Congo)

YEKOKA Jean Félix, Maître de Conférences (Histoire et civilisation africaines), Université Marien NGOUABI (Congo)

ZACHARIE BOWAO Charles, Professeur Titulaire (Philosophie), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité de lecture

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

YALA KOUANDZI Rony Dévyllers, Maître de Conférences (Littérature, africaine), Université Marien Ngouabi (Congo)

SOMMAIRE

HISTOIRE-ARCHÉOLOGIE

Les malentendus culturels à l'implantation de l'école missionnaire dans la vallée du Niari (1883-1908)

Martin Pariss VOUNOU9

Les femmes degha et la poterie dans le nord-est de la côte d'ivoire (XVII^e-XIX^e siècle)

Adingra Magloire KRA.....19

Élections politiques et pluralisme démocratique au gabon, la CNE, une institution de modernisation du système électoral : contexte de création, enjeux, opérationnalité et limites (1990-2006)

Éric Damien BIYOGHE BI ELLA.....29

Heurts et malheurs des missionnaires protestants dans l'œuvre de formation des ouvriers au Gabon de 1842 à 1960

Gabriel ELLA EDZANG et Michel ASSOUMOU NSI.....43

Félix Éboué et la question du travail forcé en Afrique Équatoriale Française : l'envers du décor (1909-1944)

Fabrice Anicet MOUTANGOU.....57

Aux frontières du djihad : contrebande d'hydrocarbures et impact des attaques djihadistes sur les populations de Zarmaganda

Hassane ABDOURHIMOU.....67

Les projets d'aménagement de trois lignes électriques aériennes à haute tension dans le réseau interconnecté (ric) de libreville en 2012 : gouvernance et contestation sociale

Stéphane William MEHYONG.....73

Les violences électorales en Côte d'Ivoire de 1995 à 2020

Hyacinthe Digbeugby BLEY.....87

Lithic operating chains from the late stone age and the neolithic of batanga (southern coast of Gabon)

Martial MATOUMBA.....99

La mine de manganèse et l'environnement à Moanda au Gabon : du silence au bruit (1962-2011)

Robert Edgard NDONG.....115

GÉOGRAPHIE

Le rôle socio-économique du karité dans résilience et l'autonomisation des femmes dans la commune rurale de Débèlin, cercle de Bougouni au Mali

Odiouma DOUMBIA et Lansine Kalifa KEITA.....131

Implication des GIE dans l'assainissement de la commune II du district de Bamako

Assétou SIDIBE145

Marchés à bétail dans le district de Bamako et dans la commune de Kalabancoro : fonctionnement et problèmes

Sina COULIBALY, Sory Ibrahima FOFANA et Mory SIBY.....153

PHILOSOPHIE-SOCIOLOGIE-PSYCHOLOGIE

Les fondements réels ou supposés et les conséquences de la radicalisation religieuse

François MOTO NDONG.....167

Perceptions sociales de l'ulcère de buruli en milieu rural : le cas de Brozan à Oumé (Côte d'Ivoire)

Kouakou M'BRA et Dominique Moro MORO.....181

L'impact de l'âge sur l'usage et l'intégration des TICE dans les pratiques pédagogiques

Carelle Ariana MOUALOU NZIGOU.....195

LES VIOLENCES ÉLECTORALES EN CÔTE D'IVOIRE DE 1995 À 2020

Hyacinthe Digbeugby BLEY

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

E-mail : hyacinthebley20017@gmail.com

Résumé

Depuis le retour au multipartisme le 30 avril 1990 en Côte d'Ivoire, plusieurs compétitions électorales ont été organisées, parmi lesquelles celles de 1995 à 2020 retiennent notre attention de par leur caractère spécifique. Ce sont des élections organisées sous fond de violences atroces, avec des affrontements inter-ethniques. Elles sont donc considérées comme des élections de sortie de crise. S'il est vrai qu'après plusieurs années de recours aux élections pour la désignation des gouvernants, des progrès notables ont été réalisés, il est aussi vrai que nous sommes loin d'élections pacifiques, justes, libres, équitables et ouvertes. Bien que des questions inhérentes aux élections méritent une attention particulière, mais celles relatives aux violences politiques autour de ces élections font certainement partie des points majeurs auxquels doit faire face la nouvelle démocratie ivoirienne. De ce fait, les élections demeurent l'un des premiers facteurs « conflictogènes » remarquables menaçant la stabilité et la paix en Côte d'Ivoire. Le présent article s'intéresse à la question de savoir comment surmonter le cycle de la violence électorale. À cette fin, il identifie les causes des conflits pré et post électoraux en Côte d'Ivoire, examine comment ces conflits se manifestent et quelles sont leurs conséquences sur la cohésion sociale de 1995 à 2020. Il propose enfin, un ensemble de solutions qui, certes, ne sont pas innovantes, mais présentent un résumé accessible comme rappel en matière de gouvernance.

Mots-clés : Violences politiques, élections, Côte d'Ivoire.

Abstract

Since the return to the multiparty system on April 30, 1990 in Côte d'Ivoire, several electoral competitions have been organized, among which those from 1995 to 2020 hold our attention due to their specific nature. These are elections organized against a backdrop of atrocious violence, with inter-ethnic clashes. They are therefore considered as post-crisis elections. While it is true that after several years of resorting to elections for the appointment of the rulers, notable progress has been made, it is also true that we are far from peaceful, fair, free, equitable and open elections. Although issues inherent to the elections deserve special attention, those relating to political violence around these elections are certainly part of the major points that remain and which the new Ivorian democracy must face. As a result, the elections remain one of the first remarkable "conflictogenic" factors threatening stability and peace in Côte d'Ivoire. This article examines the question of how to overcome the cycle of electoral violence. To this end, it identifies the causes of pre and post electoral conflicts in Côte d'Ivoire, examines how these conflicts manifest themselves and what are their consequences on social cohesion from 1995 to 2020. Finally, it proposes a set of possible solutions, which, admittedly, are not innovative but which present an accessible summary as a reminder in matters of governance.

Keywords: Political violence, elections, Ivory Coast.

Introduction

Réputée pour sa stabilité politique la Côte d'Ivoire aborde la transition démocratique dans les pires conditions qui soient. La grave crise économique qui débute en 1980 devient financière puis sociale et conduit le peuple à demander l'avènement d'un État de droit, la fin du parti unique et l'introduction des méthodes de la bonne gouvernance au niveau économique et politique. Confrontées à l'évolution de l'environnement international qui fait la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, des demandes populaires conduisent au retour du multipartisme. Cependant, mal préparée à relever le défi de l'ouverture politique, la Côte d'Ivoire ne peut éviter la transition démocratique chaotique avec des violences de toutes sortes liées aux élections qui ont pour noms, boycott actif, coup d'État militaire, répression musclée des manifestations « pacifiques », élections sanglantes. Ces violences aboutissent à une rébellion armée qui modifie profondément la scène politique ivoirienne avec l'avènement « des forces nouvelles » (G. Soro, 2005, p. 76). Après plusieurs tentatives de résolutions de la crise qui a donné une paix précaire à la Côte d'Ivoire, le pays renoue avec les violences politiques suite au scrutin de 2010.

Une telle situation de violence récurrente que connaît la Côte d'Ivoire a laissé naturellement des impacts négatifs sur le quotidien des Ivoiriens. Cet article met en exergue le processus évolutif des violences électorales en Côte d'Ivoire de 1955 à 2020. En effet, 1995 marque la première élection violente après l'ère Houphouët-Boigny décédé en 1993. C'est la date où l'opposition boycotte les élections avec une violence sans précédent, il s'en est suivi plusieurs morts, plusieurs blessés et plusieurs déplacés à travers des affrontements inter-ethniques. Quant à 2020, l'on a pensé que les Ivoiriens ont tiré des leçons de la crise postélectorale de 2010, mais les élections de 2020 ont encore fait parler d'elles du fait des violences. À la base, la contestation du troisième mandat du président sortant, Alassane Ouattara. En choisissant ces dates, nous voulons montrer que :

La Côte d'Ivoire, jadis vitrine de la réussite économique en Afrique noire, est en crise grave depuis l'aube du XXI^e siècle à cause de la compétition fratricide entre ses politiques pour s'approprier le pouvoir vacant après la mort d'Houphouët. En ont résulté des massacres et une guerre civile dont les populations ont payé le lourd tribut (T. Kouï, 2006, p. 37).

Ces écrits de Théophile Kouï, résument la quintessence de la vie politique ivoirienne. Cette « instabilité politique » (M. Bamba, 2005, p. 2) va perdurer jusqu'en 2020.

Dès lors, comment sortir de ce cycle de violence ? Quelles sont les causes des conflits pré et post électoraux en Côte d'Ivoire ? Comment ces conflits se manifestent-ils et quelles sont leurs conséquences sur la vie des populations ? Enfin, quelles solutions pour des élections sans heurts en Côte d'Ivoire ?

À travers ces préoccupations, il s'agit de mettre en évidence l'évolution de ces violences liées aux élections de 1995 à 2020. Ce travail s'appuie sur des recherches documentaires, des enquêtes orales auprès de certains acteurs de la scène politique ivoirienne. Pour rédiger cet article, nous avons utilisé la méthode historique qui consiste à soumettre à examen critique les documents écrits et les sources orales. Cela nous a permis de confronter les témoignages quant au point de vue que l'on peut supposer. L'étude part des hypothèses suivantes : la violence qui anime la scène politique ivoirienne serait née de l'immobilisme politique du parti au pouvoir ; l'incursion des militaires sur la scène politique ivoirienne aurait donné une autre forme à la violence politique en Côte d'Ivoire. Enfin, les crises liées aux élections de 2011 et 2020 seraient le paroxysme de cette violence politique.

L'objectif de cet article est de permettre au peuple de vivre paisiblement, en participant à des élections apaisées, sans heurts. Il traite des violences liées aux élections en Côte d'Ivoire : les causes et leur évolution constitueront la première partie, puis les conséquences

seront abordées dans la deuxième partie et enfin nous faisons des propositions de solutions dans la dernière partie.

1- Les causes des violences liées aux élections

1.1- Les causes liées au cadre juridique et institutionnel

En Côte d'Ivoire, ce qui semble se dégager est que les processus électoraux de 1995 à 2020 sont sujets à des controverses dont les plus récurrentes mettent en cause les structures chargées d'organiser les élections. Les conflits autour des élections sont liés entre autres aux faiblesses dans la gestion des élections et ses règles. Pourtant, ces structures sont créées en vue d'une compétition politique saine, sous l'égide d'un pouvoir judiciaire impartial ayant pour mission d'interpréter et statuer sur les différends électoraux (Union Africaine, 2012). En outre, dans ce pays, la constitution du 1^{er} août avait en elle des germes de conflits. Cette constitution consacrant la 2^{ème} République, prévoyait des dispositions loin de satisfaire certains acteurs politiques et une frange de la population. Conformément à son article 35, le candidat à l'élection présidentielle devrait « être ivoirien d'origine, né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine ». Avec cette disposition controversée, une partie de la population ivoirienne criait à l'exclusion (F. Akindès, 2004, p. 32).

S'agissant des causes institutionnelles, nous notons, la problématique liée à la composition, à l'indépendance et à la crédibilité de l'organe en charge de l'organisation des élections et du contentieux qui pourrait en découler. Le déséquilibre dans la composition des membres de l'organe en charge de l'organisation des élections est source de conflits électoraux en Côte d'Ivoire. Parmi les causes institutionnelles des conflits, il convient de relever également le manque de neutralité de l'administration lors du processus électoral. Il arrive que des administrateurs territoriaux s'immiscent dans le jeu électoral afin de favoriser le candidat ou le camp du président de la République en exercice.

En outre, la neutralité des forces de défense et de sécurité est mise en cause. Certains acteurs politiques les perçoivent comme des agents qui défendent le parti au pouvoir. Le découpage électoral et le fichier biométrique des électeurs peuvent également être source de violences. De même, l'absence ou la faiblesse du dialogue et le manque de consensus politique peuvent être des moteurs de conflits. Par ailleurs, les modifications opportunistes de constitution, ou même sa mauvaise interprétation, de la part des dirigeants dans le but de se maintenir au pouvoir, génèrent des frustrations, abus et conflits. À ces facteurs générateurs de violences liés au cadre juridique et institutionnel, peut s'ajouter l'ancrage ethnique de beaucoup de partis politiques en Côte d'Ivoire (J.-P. Dozon, 2000, p. 5).

1.2- Les causes liées à l'ancrage ethnique des partis politiques

Au lendemain du 30 avril 1990, date de la restauration du multipartisme, la Côte d'Ivoire fut le théâtre d'une prolifération de partis politiques. Pour Hyacinthe Digbeugby Bley (2014, p. 221), en 1995, on en dénombrait 80 pour une population évaluée alors à 10,5 millions d'habitants. Tous les partis politiques sont adossés à des régions au point que l'on parle de la régionalisation politique et de l'ancrage territorial de ces nouveaux partis. Par exemple, le Malinké est identifié par le RDR qui a disparu au profit du RHDP, le PDCI par le Baoulé, le Bété par le FPI d'alors et l'UDPCI par le Yacouba pour ne citer que ceux-là. La tribalisation du débat politique entraîne souvent des tensions qui se transforment en conflits ethniques et communautaires. De 1995 à 2020, toutes les violences liées aux élections ont pris l'allure d'affrontements entre différentes communautés. En 1995, par exemple lors du boycott

des élections, il y a eu affrontement entre les Bété et les Baoulé à Gagnoa. Laurent Gbagbo¹ étant de l'ethnie Bété et l'un des instigateurs du boycott et Henri Konan Bédié, de l'ethnie Baoulé, l'on a vite fait de confondre boycott d'élection présidentielle et conflit communautaire (S. Koffi, J. Koné, 2015, p. 11).

En 2020, suite à la désagrégation du Front Républicain, l'élection présidentielle s'est terminée par des affrontements entre partisans de partis politiques. Mais surtout entre Malinké et Bété. Les premiers accusant Gbagbo et ses partisans de connivence avec le pouvoir de Guéi Robert, Chef de la junte au pouvoir. Ils se basent sur les propos de Gbagbo désapprouvant l'ossature du premier gouvernement formé par Robert Guéi : « qu'on nous dise si c'est un coup d'État RDR et que les choses soient claires »². Dès lors le schisme entre le FPI et le RDR devient une réalité. Cela va plus se compliquer quand la candidature d'Alassane Ouattara est rejetée et celle de Laurent Gbagbo validée par l'organe organisateur des élections. À l'issue donc de l'élection « calamiteuse » de Laurent Gbagbo, il y a eu un affrontement entre les partisans du nouveau président et ceux d'Alassane Ouattara qui réclament une nouvelle élection. Pour Thomas Hofnung : « le règne de Laurent Gbagbo débute avec les pires violences qu'ont connues un pays jadis loué pour sa stabilité. Au moment même où le nouveau président prête serment, Abidjan s'enflamme à nouveau » (T. Hofnung, 2012, p. 191).

De 1995 à 2020, les exemples foisonnent quant aux affrontements communautaires. En 2020, plusieurs villes ont été le théâtre des affrontements communautaires, comme exemple Daoukro, Bonoua, Dabou, Yamoussoukro, Toumodi, Oumé, etc. À Toumodi par exemple, ville située à 200 km au nord-est d'Abidjan, nous avons pu interroger quelques personnes. Il ressort que le jour du scrutin, des partisans de l'opposition essentiellement issus du groupe ethnique baoulé ont dressé des barricades pour empêcher le vote et ont affronté des partisans du gouvernement, issus du groupe ethnique Dioula. Malgré une tentative de médiation par les autorités locales, le lendemain du vote, l'un de nos enquêtés a raconté que « Des jeunes hommes ont attaqué Toumodikro, un quartier boulé³ ». À sa suite un leader d'une communauté a expliqué que des dizaines de maisons ont été incendiées pendant les violences, obligeant des centaines de personnes à chercher refuge dans des églises ou villages voisins. Un représentant local du parti au pouvoir a aussi raconté que « De jeunes Baoulé ont mis le feu à des garages appartenant à des dioula ainsi qu'un marché local⁴ ». Ce que nous retenons de ces affrontements communautaires à travers ces élections est l'ancrage ethnique des partis politiques. C'est donc la résultante de la tribalisation du débat politique (O. Dembélé, 2003, p. 30). Au-delà des causes liées à l'ancrage ethnique des partis politiques, il y a celles liées au niveau d'instruction et au statut social des votants.

1.3- Les causes liées au niveau d'instruction et au statut social des votants

Le niveau d'instruction formelle ou le niveau d'alphabétisation des votants sont d'ailleurs des éléments à prendre en considération, notamment dans ce qu'on appelle généralement « la manipulation des masses », ainsi que la « guerre communicationnelle ». En Côte d'Ivoire, à l'instar des pays de l'Afrique de l'Ouest, le niveau d'instruction ou le niveau

¹ Natif du centre-ouest du pays notamment à Gagnoa, Laurent Gbagbo a toujours eu, en dehors de Yopougon, commune d'Abidjan, et surtout le pays Akié et Abbey, ces meilleurs scores à l'ouest du Pays. Les Bété ont donc considéré le non-respect du boycott par les Baoulé à qui ils ont donné gîtes et couverts comme une trahison. Ils ont donc décidé de les chasser, il s'en est suivi un affrontement entre les deux communautés.

² Propos du président du FPI, Laurent Gbagbo après la formation du premier cabinet ministériel sous la transition militaire in Philippe Decraene « l'armée ivoirienne : de la marginalisation à la prise de pouvoir » Afrique Contemporaine n°193, 1^{er} trimestre 2000, p. 7.

³ Propos d'un habitant de Toumodi lors de nos entretiens dans ladite ville le 15 mai 2021

⁴ Propos d'un de nos enquêtés le 17 mai 2021 lors de nos entretiens à Toumodi

d'alphabétisation des votants laisse à désirer. Les entrepreneurs politiques ivoiriens au lieu de miser sur la formation de ces votants préfèrent les laisser pour compte ainsi ils peuvent facilement les manipuler. Par exemple, les élections présidentielles et législatives d'octobre et de décembre 2000 en Côte d'Ivoire ont été entachées de violences politiques qui ont fait 200 morts et de centaines de blessés au cours de ces périodes d'élections, les leaders politiques comme à leur habitude ont manipulé les votants pour se débarrasser de leurs rivaux. Ils ont donc engagé une guerre communicationnelle qui a engendré haine et peur parmi des populations qui avaient vécu pourtant harmonieusement pendant des décennies. Leurs actions ont mené à deux vagues de violences sans précédent qui ont choqué les ivoiriens autant que les observateurs internationaux de la politique ivoirienne et qui ont mis en exergue le danger que présente la manipulation des solidarités ethniques des votants qui ne sont pas formés et des préjugés latents à des fins politiques. C'est dans cette optique que l'un de nos enquêtés à Toumodi affirme :

Ici à Toumodi, nous avons nos problèmes entre éleveurs et agriculteurs que nous résolvons nous-mêmes. Nous n'avons jamais atteint le point de non-retour. Mais avec ces politiciens qui d'ailleurs ne nous apportent rien, on a connu le pire des affrontements avec des maisons brûlées avec leurs occupants, la politique nous a divisés au point que nous les habitants de Toumodikro, propriétaires ne voulons plus d'étrangers sur nos terres⁵.

À Oumé, ville située au centre-ouest à 250 km d'Abidjan, près des villes de Gagnoa et Toumodi dans la région du Gôh, faisant allusion à la description fréquente des partisans du gouvernement comme des migrants venus d'autres régions de la Côte d'Ivoire ou d'ailleurs en Afrique de l'Ouest, notre interlocuteur nous relate le suivisme sans conviction des votants :

Les malinké se croient obligés de suivre le RHDP, réconfortés dans leur position par leurs leaders, pareil pour les autochtones Gagou et Gouro. Ainsi, il continue pour dire : « lorsque que le mot d'ordre de boycott des élections a été lancé, les problèmes ont commencé ici à Oumé, les partisans de l'opposition dans la grande majorité les autochtones criaient dans les rues, il n'y aura pas d'élections ici, nous n'avons pas besoin d'étrangers⁶.

Nous avons interrogé un autre partisan du gouvernement qui donne une suite aux propos du premier enquêté en affirmant ceci : « Nous sommes armés de bâtons et de machettes, quelqu'un parmi les partisans de l'opposition a trébuché sur une pierre et nos amis se sont attroupés autour de lui et l'ont battu à mort⁷ ». Il renchérit,

Nous avons été manipulés de part et d'autre et nous regrettons ces actes ignobles, mais en même temps c'est parce que parmi nous, beaucoup sont les illettrés qui ne savent pas qu'on ne suit pas un politicien pour son ethnie et se laissent manipuler par le discours politicien⁸.

De ce qui précède, il ressort que le niveau d'instruction et l'oisiveté des votants les exposent à la manipulation par les politiques, parce que très vulnérables. Leurs actes conduisent donc à des violences aux conséquences énormes.

⁵ Propos d'un leader communautaire, lors de nos entretiens à Toumodi le 18 mai 2021.

⁶ Propos d'un responsable local du parti au pouvoir à Oumé lors de nos entretiens le 18 mai 2021.

⁷ *Idem.*

⁸ *Idem.*

2- Les conséquences des violences liées aux élections en Côte d'Ivoire

2.1- Les affres du boycott actif de 1995 et l'élection controversée de Laurent Gbagbo en 2000

En 1995, le boycott qui était une arme de protestation pacifique dont l'opposition avait recours pour se démarquer d'un processus électoral qu'elle jugeait dénué de toute crédibilité et entaché d'énormes irrégularités, a pris l'allure d'émeutes électorales dont le but était d'empêcher la tenue de l'élection présidentielle. Il s'en est suivi, des violences aux conséquences atroces alimentées par le concept de l'ivoirité⁹, avec ses amalgames, qui attise de multiples oppositions réelles ou fausses : « Nord/sud, chrétiens/musulmans, Dioula/étrangers » (S.-P. Ekanza, 2007, p. 3). C'est dans cette atmosphère délétère que le Front Républicain (coalition Front Populaire Ivoirien et le Rassemblement des Républicains (RDR) décide de « boycotter activement » les élections (S.-P. Ekanza, 2007, p. 3). Dès lors, nous assistons à des manifestations violentes de rues organisées par le front républicain qui dégénèrent en affrontements avec les forces de l'ordre faisant des morts, des blessés et des destructions de biens publics. Le 2 octobre 1995, les affrontements entre la police et les émeutiers font cinq morts et des dizaines de blessés à Abidjan. Quelques jours plus tard, les manifestants incendient le siège du parti au pouvoir, PDCI, des urnes sont brûlées et des paysans allogènes expulsés de leurs terroirs agraires et contraints de se réfugier dans les écoles sans la protection des forces de l'ordre. Plusieurs émeutiers sont incarcérés.

« Le boycott de 1995 renforce les craintes d'une déflagration générale, car la crise politique prend l'allure d'une crise identitaire avec le concept de l'ivoirité » (L. K. Assouanga, 2016, p. 16). Ce concept et ses amalgames altèrent les relations entre Ivoiriens. La relative neutralité de l'armée contre les manifestants est interprétée, à tort ou à raison, comme velléité de putsch d'où la mise à la retraite du chef d'État-major de l'armée après sa brève nomination au gouvernement.

Le boycott de 1995 a été violent avec plusieurs morts et blessés. Il a engendré des conflits communautaires qui ont causé beaucoup de préjudices à la Côte d'Ivoire. Sous prétexte de trouble à l'ordre public, le boycott a été souvent une aubaine pour le gouvernement de réprimer durement toutes les manifestations de rue (charnier de Yopougon en 2000). Parfois, le boycott a été aussi une occasion pour ses promoteurs de créer la « chienlit » au sein de la République à travers des méthodes antidémocratiques. Il s'agit, de passer à tabac tous les électeurs ayant violé les consignes du boycott, d'utiliser des armes à feu, des armes blanches, de détruire les urnes, d'agresser physiquement les observateurs électoraux, de dresser des barrages de fortune ou encore d'actes d'intimidation à l'encontre des partisans du parti au pouvoir. Ainsi, ces boycotts, illustrent à bien évidence cet état des faits.

2.2- Les atrocités de la crise post-électorale de 2010

La crise politique ivoirienne de 2010-2011 débute après le second tour de l'élection présidentielle de 2010. C'est le premier scrutin depuis dix ans dont le résultat amène à un différend électoral, à la suite de fraudes présumées. Les deux candidats, Laurent Gbagbo, président sortant et reconnu par le Conseil constitutionnel, et Alassane Ouattara, reconnu par

⁹ Selon le président Bédié, « l'ivoirité a été détourné de son sens originel, par calcul politique et volonté de désinformer, car il avait pour objet de forger une culture commune pour tous ceux qui vivent sur le territoire ivoirien, étrangers comme nationaux (...), toutes les ethnies et toutes les régions confondues afin de créer un vaste mouvement d'intégration et d'assimilation pour qu'ils (...) se reconnaissent dans une synthèse culturelle et se sentent solidaires du destin de la Côte d'Ivoire » in Philippe Decraene, « l'éviction du président Bédié : une revue des faits » Afrique contemporaine n°193 du 1^{er} trimestre 2000, p5 on Cf Curdiphe, « l'ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du président Henri Konan Bédié » in Ethnies, Presse Universitaire Abidjan n°1.

la commission électorale indépendante et la communauté internationale, revendiquent chacun la victoire. Ainsi, ces élections étaient considérées par les Ivoiriens et les non-Ivoiriens comme une voie de sortie de crise vient plonger le pays dans un gouffre. Cette crise se manifeste aussi par des affrontements à Abidjan entre "le commando invisible" d'Ibrahim Coulibaly, dit IB et les forces loyalistes de Laurent Gbagbo à Abobo. En effet, ce commando s'attaquait et tuait des militaires qui résidaient dans ce quartier pendant la nuit et par surprise. Face à ses actions, des affrontements éclatent à Abobo, un quartier où Alassane Ouattara est majoritaire, à Adjamé et à Yopougon, bastion de Laurent Gbagbo. Les différents partisans calcinent leurs victimes en disant qu'ils appliquent « l'article 125 »¹⁰. La guerre devient alors civile, entre partisans de chaque camp à Abidjan avant de s'intensifier dans tout le pays.

Le 21 mars 2011, Alassane Ouattara depuis l'hôtel du Golf prend un décret portant sur la création de forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI)¹¹. Désormais les rebelles et les forces loyalistes qui veulent se rallier à la rébellion cohabitent sous cette identité républicaine. C'est ainsi que le 30 mars, les rebelles sous l'effigie de FRCI sortent de leurs zones avec l'appui des forces onusiennes et de la France, prennent le contrôle de plusieurs localités du pays. Se basant sur la *Résolution 1975* du conseil de sécurité de l'ONU, les forces onusiennes et françaises neutralisent par des frappes des MI24 de l'ONU les positions stratégiques des forces loyalistes d'où la prise rapide des localités gouvernementales par les FRCI. Le 31 mars, Abidjan est encerclée par les FRCI, plusieurs officiers de l'armée dont le général Philippe Mangou et Firmin Détoh Leto désertent le rang des forces loyalistes. Le premier se réfugie à l'ambassade de l'Afrique du Sud et l'autre au Golf hôtel où se trouvent Alassane Ouattara et ses FRCI. Pendant ce temps, les troupes restées fidèles au pouvoir prennent position autour de la résidence du président Gbagbo à Cocody.

L'ouest du pays et surtout le département de Duékoué a payé le lourd tribut dans cette crise. Car pendant leur descente sur le reste du pays, les FRCI composés en majorités des « Dozos » (G. Soro, 2005, p. 12) ont commis de grands crimes dans cette localité en tuant les autochtones Guéré en grand nombre.

Principalement porte d'entrée au grand ouest montagneux du pays, Duékoué a été depuis le déclenchement de la crise ivoirienne de 2002, le théâtre d'affrontements inter-ethniques, à forts relents politiques et économiques. Nous pouvons citer les rengaines de conflits fonciers et d'occupations anarchiques de forêts entre d'une part les autochtones guéré et allochtones malinkés, allogènes burkinabé et malien. Il y a également la présence très marquée de milice, d'anciens combattants libériens et chasseurs traditionnels dozo. À cela s'ajoute la forte instrumentalisation des problèmes de cette localité à des fins politiques. Déjà, en juin 2005, les villages de Guitrozon et petit Duékoué ont été nuitamment attaqués par des bandes armées. Le bilan, plus de 120 morts. Au plus fort de la crise post-électorale, des affrontements inter-ethniques liés à la contestation des résultats des élections de novembre 2010 et la bataille armée pour le contrôle du pouvoir d'État n'ont pas épargné Duékoué, surtout le quartier carrefour. Les journées des 28, 29 et 30 mars 2011, marquées par l'attaque du camp de déplacés interne de Nahibly, donnent un bilan selon les rapports du CICR à plus de « 800 morts »¹². Composé de vieillards, d'hommes, de femmes et d'enfants, ce massacre a été l'œuvre « des soldats FRCI et de chasseurs Dozo qui s'en sont pris au camp des déplacés de Nahibly situé à trois kilomètres de Duékoué »¹³. Ce camp abritait 5385 déplacés issus de

¹⁰ Un concept utilisé par les jeunes patriotes et miliciens de Yopougon pendant la crise post-électorale. Il s'agit de pétrole 100 FCFA et d'une boîte d'allumettes 25f pour brûler vif tout individu pris par ceux-ci comme un rebelle dans leur quartier. Cette méthode de tuerie se propage très vite dans les autres quartiers d'Abidjan, surtout à Abobo.

¹¹ Décret n°21-694 du 21/3/2011, disponible sur www.centif.ci : lois. Consulté le 04/01/2021 à 23h43

¹² Rapport du CICR du 20 juillet 2012, p8-9. Disponible sur <http://www.cicr.org>, Consulté le 03/09/2020 à 17h35

¹³ APDH, « Sous vos yeux, on nous tue impunément à Duekoué, p.2. Disponible sur <http://www.cicr.org>, Consulté le 03/09/2020 à 17h 35.

34 localités. Ainsi, sous le regard impuissant des autorités préfectorales et des forces onusiennes, le camp fut incendié avec les occupants. C'est cela que corrobore le témoignage de Amadé Ouremi¹⁴ : « Nous avons tué plus de 800 personnes en un jour et c'était ma première fois depuis ma naissance de voir un si grand nombre de corps sans vie entassés. Il y avait toutes les catégories d'hommes dedans, les vieillards, les hommes valides, les femmes et les enfants ». Il ressort de ce qui précède que la crise post-électorale a eu des conséquences énormes sur la cohésion sociale avec ses nombreux morts et de milliers de déplacés. En 2020, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la Côte d'Ivoire a été déchirée de nouveau avec la contestation du troisième mandat d'Alassane Ouattara, président sortant.

2.3- Les conséquences liées au 3^{ème} mandat d'Alassane Ouattara en 2020

Président de la Côte d'Ivoire depuis 2010, Alassane Ouattara est candidat à un troisième mandat fortement contesté par l'opposition qui l'estime contraire à la constitution et appelle à la « désobéissance civile » pour empêcher la tenue du scrutin. Malgré les efforts du gouvernement pour imposer des restrictions à l'opposition, y compris une interdiction des rassemblements sur les voies publiques, le 19 août 2020, les partis de l'opposition ont organisé des manifestations contre le troisième mandat d'Alassane Ouattara. D'après les chiffres du gouvernement, les affrontements entre les manifestants de l'opposition et les partisans du gouvernement et entre les membres de l'opposition et les forces de sécurité ont entraîné 34 décès avant le jour de l'élection. Suite au durcissement de ton entre le gouvernement et l'opposition, les violences se sont accentuées à travers tout le pays. Elles ont été vives dans certaines villes et villages.

À Téhiri, village situé dans le département de Gagnoa, fut le théâtre d'affrontement entre Bété (autochtones) et Malinké (allochtones). Un de nos enquêtés affirme que : « Ce conflit est intervenu suite à la destruction des urnes par les Bétés nuitamment »¹⁵ (*sic*). Le bilan fait état de 3 morts (2 Bété et 1 Malinké) et 2 Bété disparus, des maisons brûlées du côté des Bété.

À Gagnoa, les violences électorales de 2020 ont été intenses :

Normalement, si l'opposition vient marcher, c'est la police qui devrait organiser l'encadrement. Alors que l'opposition marchait sous le mot d'ordre de leur direction, les jeunes du RHDP s'opposent, d'où l'affrontement¹⁶.

À Daoukro, Dabou, Bonoua, Toumodi, Yamoussoukro, les affrontements entre partisans du pouvoir et partisans de l'opposition ont causé de nombreuses morts et plusieurs blessés et déplacés. Le tissu social a été véritablement fissuré. Comme on peut le voir, la violence électorale en Côte d'Ivoire est une variante de la violence politique. En effet, elle tend à influencer la conduite des électeurs, des candidats ou à travestir les résultats des élections. Pour ce faire, elle tente de retarder, d'empêcher le vote ou la composition des suffrages pour des résultats qui ne reflètent pas la vérité des urnes. Pour avoir donc des élections apaisées, loin des affrontements entre partisans du pouvoir et partisans de l'opposition, nous faisons quelques propositions de solutions.

¹⁴ Milicien qui agissait selon les ordres des ex-chefs rebelles dans la zone de Duékoué lors de son procès à la cour d'appel d'Abidjan, les 15 et 16 avril 2021

¹⁵ Propos d'un leader communautaire lors de nos entretiens à Téhiri le 15 juin 2021

¹⁶ Propos d'un cadre de la BCEAO à la retraite, fils du village lors de nos entretiens le 15 juin 2021

3- Les propositions de solutions pour des élections sans heurts en Côte d'Ivoire

3.1- Sur le plan de l'éducation et la formation

Les différentes contingences en matière électorale en Côte d'Ivoire poussent l'intelligence et même les collectivités à la base, appuyées par des partenaires, à se pencher sur la question et sur les recherches de solutions pérennes. Compte tenu des raisons et des manifestations évoquées dans notre article, une liste de solutions peut être développée. Par conséquent il faut aussi retenir que pour des changements palpables, la Côte d'Ivoire a besoin que ces solutions soient appliquées aux mieux par l'ensemble de la population, de la classe dirigeante à la grande masse (E. Zoro, 2004, p. 25). Il serait judicieux qu'elles soient associées à des outils d'évaluation régulière afin de mesurer les avancées opérées et de rectifier le tir, le cas échéant.

Comme solution, en premier lieu, l'accent doit être mis sur l'éducation. Elle joue un rôle primordial en ceci qu'elle amène les hommes à un niveau de compréhension et d'ouverture qui leur donne les outils nécessaires à la compréhension des événements de leur temps. Une sensibilisation et une éducation à la citoyenneté, associés au rejet de toute forme de violence serait le premier pas pour changer les mentalités. Le sentiment d'appartenance à la nation doit primer sur l'identité ethnique.

Sur le plan politique, la formation doit également être une piste sérieuse de solution afin que les partis n'aient plus pour nombril une tribu ou un homme-gourou qui dit tout et fait tout ; l'implication de tous, dirigeants et militants, sur une base idéologiquement et clairement établie, ainsi qu'un ancrage national, sont les clés d'une meilleure politique au sein des partis.

Au niveau du peuple, l'éducation est aussi la boussole qui l'éclairera pour le choix de dirigeants à même de mener à bien les destinées du pays, et ceci passe souvent par les réformes qui elles-mêmes ne sont possibles que s'il y a la bonne gouvernance et la transparence. De nombreux politiciens ont fait de leur fonction des niches d'enrichissement illicite, brisant par la même occasion l'espoir de millions de jeunes, dont certains finissent par leur emboîter le pas. Le politicien est l'image du lion qui écrase tout sur son passage sans être inquiété.

3.2- Sur le plan institutionnel et professionnel

Une justice détachée de l'exécutif est aussi l'une des solutions. Elle est indispensable à la construction d'une nation plus juste, d'un État de droit. Il ne peut y avoir progrès, si à chaque fois que l'on est inquiété, on se sent contraint de baisser les bras, parce qu'impuissant dans un tribunal acquis aux puissants. Le renforcement des institutions du pays, qu'il s'agisse de celles en charge des élections ou de toutes les instances régaliennes, est aussi une nécessité pour éviter les crises. Encore trop fragiles, elles continuent de se soumettre pour plusieurs d'entre elles, à la volonté du client au sommet de l'État balbutiant dans le même temps sur la loi qui les régit. Ce renforcement est le gage de leur indépendance et se veut davantage efficace avec le renforcement des capacités des acteurs électoraux et de la société civile, ainsi que la vulgarisation des bonnes pratiques électorales.

Étant le quatrième pouvoir, un nouveau modèle économique des médias avec un renforcement permanent des capacités des professionnels qui y travaillent est une piste de solution. Considérés comme les voix des sans voix, les journalistes sont trop souvent muselés ou soumis à la dictature de l'argent, à travers des contrats avec le gouvernement ou avec des personnalités qui leur dictent leurs écrits, leur permettant de survivre. Si l'objectivité demeure un idéal, la crédibilité quant à elle n'est pas utopique, pour peu que le média s'en sorte libéré de toute main politique qui tire les ficelles.

Conclusion

Les violences électorales sont des faits qui animent de façon spécifique et récurrente la scène politique ivoirienne à chaque période donnée de son histoire. De la réinstauration du multipartisme en passant par la mort d'Houphouët jusqu'en 2020, la Côte d'Ivoire vit au rythme des violences politiques très atroces. En même temps, elle frémit sous les soubresauts de conflits latents, de braises qui couvent.

De 1995 à 2020, on n'a pas arrêté de compter les morts, les blessés, les déplacés et toutes les victimes, d'une façon ou d'une autre des violences électorales. Certes, les solutions présentées ne sont en rien innovantes, mais la répétition étant une règle de la vie humaine, nous les avons collectées pour en faire une synthèse accessible en guise de souvenance dans la gouvernance. Leur mise en application doit être soutenue par le regard vigilant d'organisations de la société civile, par exemple, qui pourront à chaque palier franchir, tirer la sonnette d'alarme en cas d'oubli, ou mettre des notes positives pour chaque accomplissement.

Sources et références bibliographiques

Sources orales

N°	Nom(s) et prénom(s)	Âge et fonction	Date et lieu de l'enquête
1	Anonymes	Planteur (52 ans)	15 mai 2021 à Toumodi
2		Président des jeunes d'une communauté (32 ans)	17 mai 2021 à Toumodi
3		Président d'une communauté (60 ans)	18 mai 2021 à Toumodi
4		Responsable local du parti au pouvoir	18 mai 2021 à Oumé
5		Responsable local d'un parti de l'opposition	18 mai 2021 à Oumé
6		Cadre de la BECEAO à la retraite	15 juin 2021 à Téhiri
7		Leader communautaire	15 juin à Téhiri

Références bibliographiques

AKINDÈS Francis, 2004, Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire, CODESRIA, 51p.

ASSOUANGA Kouakou Laurent, 2016, « Le boycott : facteurs, enjeux et impacts sur les processus électoraux en Côte d'Ivoire de 1990 à 2015 », in *Rev in hist* 2016 ; 27, p.5-18.

BAMBA Mamadou, 2005, « *Instabilité politique en Côte d'Ivoire de 1993 à 2011* », p. 2, sur publication.lecames.org/index-ph/hum/article/view475, consulté le 3/6/2021 à 9h 20.

BAILLY Diégou, 1995, *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan, 283 p.

BLEY Hyacinthe Digbeugby, 2014, « *La vie politique en Côte d'Ivoire de l'indépendance à l'avènement de la II^{ème} république (1960-2000)* », Thèse de doctorat unique, Département d'histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, 392 p.

CURDIPHE, 1996, « L'ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du président Henri Konan Bédié » in *Ethnics n°1*, Presse Universitaire, Abidjan

DÉCRAENE Philippe, 2000, « L'éviction du président Bédié : une revue des faits », in *Afrique Contemporaine* n°193 du 1^{er} trimestre 2000.

DEMBÉLÉ Ousmane, 2003, *Côte d'Ivoire : la fracture communautaire, Politique africaine*, p. 4-48.

DOZON Jean-Pierre, 2000, « La Côte d'Ivoire entre Démocratie, Nationalisme et Ethno-nationalisme », in *Politique africaine*, n°78, juin, p 5.

EKANZA Simon-Pierre, 2007, *Côte d'Ivoire : de l'ethnie à la nation, une histoire à bâtir...*, Abidjan, Ed. CERAP, 88 p.

HOFNUMG Thomas, 2012, *La crise ivoirienne de Félix Houphouët-Boigny à la chute de Laurent Gbagbo*, Éditions Frat. Mat, 191 p.

« INFOGRAPHIE. Côte d'Ivoire : l'ONU et la France attaquent les pro-Gbagbo » [archive], sur RTL.fr (consulté le 12 août 2020).

KOFFI Stéphane, KONÉ Joseph, 2015, « Les Ivoiriens considèrent que la compétition politique va de pair avec la violence », *Dépêche Afrobaromètre* n°53

KOUI Théophile, 2006, *Multipartisme et Idéologie en Côte d'Ivoire, Droite, Centre, Gauche*, Paris, 220 p.

ROUPPERT Bérangère, 2013, *La Côte d'Ivoire un an après. Rétrospective sur cinq mois de crise électorale, ses impacts et ses questionnements*, Bebooks.

SORO Guillaume, 2005. *Pourquoi je suis devenu un rebelle, la Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, édition Hachette, 173 p.

UNION AFRICAINE, 2012, « Les conflits et la violence politique résultant des élections : consolider le rôle de l'Union Africaine dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits », Collection Union Africaine 2012 UNIWAX (2017). *Comprendre les violences électorales pour mieux les prévenir*.

ZORO Épiphanie, 2004, *Juge en Côte d'Ivoire : Désarmer la violence*, Abidjan, Karthala, 215p.



Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales

BOLUKI, est une revue semestrielle à comité scientifique et à comité de lecture de l'Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (INRSSH). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Sciences Sociales et Humaines à travers la diffusion des savoirs dans ces domaines. La revue publie des articles originaux ayant trait aux lettres, arts, sciences humaines et sociales en français et en anglais. Elle publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques.

Les articles sont la propriété de la revue *BOLUKI*. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales
Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (INRSSH)

ISSN : 2789-9578

2789-956X

Contact

E-mail : revue.boluki@gmail.com

BP : 14955, Brazzaville, Congo